

Commission: Conseil de Sécurité Historique

Question: Comment accompagner les transitions démocratiques au sortir de la Guerre Froide?

Auteur: Royaume-Uni

La chute du mur de Berlin la nuit du 9 novembre 1989 entraîna avec elle la chute d'un régime déjà largement affaibli, disloqué, décrédibilisé. Nombreux ont été les avertissements du Royaume-Uni contre cette puissance qui justement ne visait à être que puissance, misant tout sur son arsenal militaire, rien sur ses citoyens qui pendant de longues années vivèrent sous le joug d'un politburo incapable de satisfaire leurs besoins, et encore moins de leur assurer les droits et libertés que peut revendiquer tout habitant de notre monde, près de 42 ans après la signature de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations Unies. Le Royaume-Uni a vu en Mickaïl Gorbatchev l'homme qui pourrait reconnaître que l'inhumanité du système soviétique le mènerait à sa perte. En entamant un processus de libéralisation par la perestroïka et la glasnost il entama la mission qui est la nôtre à ce jour, en tant que pays démocratiques, mais aussi et surtout en tant que signataires de la charte des Nations unies: maintenir la paix par la démocratisation des nations et l'affirmation des droits humains pour tous les peuples, car les démocraties ne se font pas la guerre entre elles.

La Grande-Bretagne est fière de disposer de ce mode de gouvernement démocratique qu'est la monarchie parlementaire, qui a su faire ses preuves depuis maintenant plus de huit siècles. La "Mère des Parlements", comme on aime à surnommer le parlement bicaméral britannique, siège presque sans interruption depuis 1265 au Palais de Westminster. Les textes fondateurs du système de Westminster, encore aujourd'hui piliers de notre démocraties, ont inspiré moult textes incontournables de la démocratie contemporaine. C'est la Magna Carta anglaise de 1215 qui inspira en partie la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de l'ONU de 1948, par le passage qu'elle marque du pouvoir absolu à l'Etat de droit. C'est le Bill of Rights britannique qu'envient et admirent tous les amoureux de la liberté et opposants à l'absolutisme dès 1689, du fait des droits fondamentaux qu'il atteste. C'est cette stabilité politique, combinée à l'affirmation des principes fondamentaux de démocratie et de liberté, que vise à établir le Royaume-Uni dans les nouvelles démocraties qui naîtront à l'aube de ce nouveau monde. Le libéralisme politique, économique et idéologique constitue le fer de lance du Parti Conservateur Britannique, et elle ne s'arrête pas à ses frontières.

Le socialisme a plongé dans les années 1970 le Royaume-Uni dans une grave crise économique et sociale qui lui valu le surnom malheureux d'"homme malade de l'Europe". L'inflation atteignant des taux de près de 25%, le chômage gangrénant le pays, la perte de compétitivité du secteur industriel et un système paralysé par des grèves mal contenues, plongea le pays dans un important désordre. C'est la politique de libéralisme économique menée par le Parti Conservateur depuis 1979, régularisant les marchés, privatisant près de 65 entreprises d'état, libéralisant le travail, réduisant les impôts pour encourager l'investissement, luttant contre l'inflation en appliquant les théories monétaristes de Milton Friedman et Friedrich Hayek, qui permit au Royaume Uni de bondir du 19e rang sur 22 sur la liste l'OCDE au second, de faire baisser le taux d'inflation à 10% et de faire de lui une

puissance financière prospère, de la City une place d'échange faisant transiter des flux monétaires internationaux.

Le Royaume-Uni considère que la mise en place du libéralisme dans le monde ne peut se faire sans libéralisme économique. Pour reprendre les mots du notable économiste Milton Friedman, "Dans une société libre, le dispositif économique joue un double rôle. D'une part, la liberté économique est elle-même une composante de la liberté au sens large, si bien qu'elle est une fin en soi. D'autre part, la liberté économique est indispensable comme moyen d'obtenir la liberté politique." Dans ce domaine, la Grande-Bretagne est heureuse de pouvoir compter sur ses alliés américains et Néo Zélandais, qui ont déjà compris que le libéralisme économique était leur avenir, et qui ont su l'appliquer avec leurs politiques économiques connues sous le nom de reaganomics et rogeromics.

Le Royaume-Uni prend également très à coeur son rôle de défense vigoureuse du concept occidental des droits et des libertés. Berceau des idées des Lumières par ses révolutions scientifiques et ses idées libérales, le Royaume-Uni compte bien perpétuer cette tradition de diffusion des droits humains, en les garantissant aux citoyens des nouvelles démocraties du monde. En accord avec ces principes, le Royaume-Uni a toujours soutenu, les dissidents des pays d'Europe de l'Est par des rencontres et conseils, pour les aider à retrouver la liberté, le respect des droits de l'homme et la dignité humaine, ainsi que l'établissement d'une véritable démocratie.

Signataire de l'Acte final d'Helsinki de 1974, le Royaume-Uni a réaffirmé son combat pour l'égalité des peuples à disposer d'eux-mêmes, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et à la coopération dans ce domaine entre autres par la diffusion de l'information et de l'accès à l'information, le développement des échanges commerciaux, la défense des libertés de pensée, de conscience, de religion et de conviction. Initiateur avec les Etats-Unis de la Charte de l'Atlantique de 1941, il a revendiqué son aspiration à la paix et la sécurité internationale.

La délégation du Royaume Uni appelle toutes les nations qui croient en la démocratie ainsi que la liberté économique, sociale et idéologique, à se dresser à ses côtés, au nom de ces valeurs, et encourage tous les états nouvellement libérés du joug anti-démocratique à les rejoindre.